

Sidérurgie : la Commission européenne lance une série de mesures pour aider le secteur

« Bruxelles dégage son plan de secours pour l'acier et l'aluminium européens », titre Les Echos qui détaille le plan d'urgence européen pour le secteur en pleine crise, confronté à des coûts énergétiques élevés, à une concurrence internationale inégale et à des besoins d'investissement importants pour la décarbonation. Parmi les annonces phares, l'ouverture par la Commission d'une enquête sur le marché de l'aluminium, en raison d'inquiétudes sur l'impact d'une augmentation importante des importations en Europe après l'imposition de droits de douane américains. L'enquête de Bruxelles pourrait déboucher sur l'imposition de droits de douane sur les importations d'aluminium afin de rendre les produits étrangers moins compétitifs par rapport à la production de l'UE. L'établissement de quotas d'importation, limitant la quantité d'aluminium pouvant être importée dans l'UE, est aussi envisagé. La Commission a déjà pris des mesures similaires pour l'acier en fixant en 2018 un tarif de 25 % sur les importations allant au-delà de quotas spécifiques, pour contrer les surcapacités mondiales en particulier venues de Chine. Las, elle a été très critiquée pour son inefficacité. C'est pourquoi la Commission propose dans son plan de renforcer cette clause dès le 1er avril en visant « une baisse allant jusqu'à 15 % des importations ». Ceci notamment en jouant sur les quotas d'importations attribués à la Russie et à la Biélorussie. Les aciéristes ne voient pas pour autant le verre plein. « La prise de conscience est là mais la mise en œuvre prend beaucoup trop de temps. Les mesures anti-dumping prennent également trop de temps à produire leurs effets », regrette Bruno Jacquemin, le délégué général de l'Association des métallurgistes français, A3M. Autre grief : « l'énergie reste l'éléphant dans la pièce », estime le syndicat Eurofer. (Les Echos, p.18)